



PRÉFET DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE

REÇU le  
30 MARS 2011  
D.R.E.A.L PAYS DE LA LOIRE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire

Nantes, le

29 MAR. 2011

**AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE**  
**sur le projet d'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE)**  
**extension de l'usine aéronautique Airbus à Montoir-de-Bretagne (44)**

En application de la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement et du décret n° 2009-496 du 30 avril 2009 relatif à l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement, le projet d'extension de l'usine aéronautique de la société SAS AIRBUS OPERATIONS est soumis à l'avis de l'autorité environnementale, conformément aux articles L.122-1 et R.122-1 du code de l'environnement.

L'avis de l'autorité environnementale porte en particulier sur l'étude d'impact et l'étude de dangers, et sur la prise en compte de l'environnement dans le projet. Il devra être porté à la connaissance du public et donc joint au dossier soumis à enquête publique. Il ne préjuge pas des conclusions sur le fond (c'est-à-dire ni de la décision finale ni des éventuelles prescriptions environnementales associées à une autorisation) qui seront apportées ultérieurement conformément à la procédure relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (article L.512-1 du code de l'environnement).

**1 - Présentation du projet et de son contexte**

La société SAS AIRBUS projette d'implanter sur le site de son actuelle usine aéronautique un nouveau bâtiment de 7 690 m<sup>2</sup> dénommé «COMETE IV», destiné à l'aménagement des tronçons de l'A350. Il accueillera également des bureaux, un atelier de fabrication de sous-ensembles, une activité de dépollution des collecteurs et des magasins pour la logistique des pièces.

Le bâtiment Comète IV comportera de nouvelles installations (chaufferies, groupes froids, une activité de dépollution de collecteurs au HFE).

D'autres modifications aux installations existantes sont également précisées dans le dossier :

- l'extension du bâtiment G37 pour accueillir l'activité du C.A.T. avec l'implantation d'un nouveau dispositif pour le lavage des agrafes,
- la création d'une pompe de distribution de fioul,
- la création d'un local pour le comité d'établissement (bâtiments modulaires),
- l'augmentation de la quantité quotidienne de peinture appliquée.

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L.512-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

<b>Rubrique</b>	<b>Désignation des activités</b>	<b>Grandeur caractéristique</b>	<b>Régime</b>	<b>Site</b>
2940-2-a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit et d (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile ...). Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le "trempé" (pulvérisation, enduction ...). Si la quantité maximale de produits susceptibles d'être mise en œuvre est supérieure à 100 kg/jour	300 kg/j (138 kg/j)	A	Site actuel + Projet (situation actuelle)
2920-2-a'(1)	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa. Comprimant ou utilisant des fluides inflammables et non toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 500 kW	2828 kW (2 745 kW)	A	Site actuel + projet (situation actuelle)
1432-2-b	<b>Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de).</b> 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430, représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 100 m <sup>3</sup>	40 m <sup>3</sup> (33,8 au 2/02/2010)	D	Site actuel + projet (situation actuelle)
2560.2	<b>Métaux et alliages (Travail mécanique des)</b> La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 2. Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	81,5 kW	D	Site actuel
2564-2(c)	<b>Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc.) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques.</b> Le volume total des cuves de traitement étant : 2. Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l.	2254 l (1 450 l)	A	Site actuel + projet (situation actuelle)
2910.A.2	Installations de combustion, si la puissance thermique maximale des installations est : 2) supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	8,433 MW (6,918 MW)	D	Site actuel + projet (situation actuelle)
2925	<b>Accumulateurs (ateliers de charge d').</b> La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	823 kW	D	Site actuel + projet (situation actuelle)

A autorisation

D déclaration

1) Au regard de l'évolution réglementaire intervenue depuis le dépôt du premier dossier, et notamment du Décret n° 2010-1700 du 30 décembre 2010 qui modifie la nomenclature des installations classées, la rubrique 2920, ne concerne plus que les « Installations de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques ». Au regard des installations concernées, le site n'est donc plus soumis à autorisation au titre de la rubrique 2920. écologique faunistique et floristique – ZNIEFF), communautaire (réseau Natura 2000) et international (convention de RAMSAR sur la conservation des zones humides).

## **2 - Les principaux enjeux identifiés par l'autorité environnementale**

Le dossier présente de possibles enjeux environnementaux à double titre : par les process mis en oeuvre et les activités conduites, d'abord, puisque l'étude de dangers liée à la construction du local « Comete IV » identifie des scénarii d'accident (incendie, explosion) et que l'étude d'impact signale une installation qui utilisera des produits générant l'émission de composés organiques volatils (COV). Par la qualité des milieux naturels voisins de l'usine, ensuite, puisqu'elle se situe entre l'estuaire de la Loire et les marais de Brière, secteur dont la valeur écologique est reconnue au plan national (inventaire des zones naturelles d'intérêt).

## **3 - Qualité du dossier**

Les articles R.512-3 à R.512-6 du code de l'environnement définissent le contenu du dossier de demande d'autorisation, l'article R.512-8 définit le contenu de l'étude d'impact et l'article R.512-9 définit le contenu de l'étude de dangers.

### **3.1 – Etat initial et identification des enjeux environnementaux sur le territoire par le porteur de projet**

L'étude d'impact fait une bonne description générale de l'état initial, mettant en valeur les secteurs écologiques remarquables rappelés plus haut qui entourent largement le site Airbus, tout en soulignant que le projet étudié reste modeste à cette échelle et s'insère au sein de l'usine existante, sur une parcelle déjà artificialisée et occupée par des pelouses, parkings et voiries.

### **3.2- Analyse des effets du projet sur l'environnement et mesures pour supprimer, réduire et le cas échéant compenser**

L'étude d'impact évalue correctement les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires du projet sur l'environnement, que ce soit pour la phase de chantier, la durée d'exploitation et la période post-exploitation (remise en état et usage futur du site). Elle prend également en compte les impacts cumulés avec les autres activités du site Airbus.

Les effets sur la santé des populations voisines générés par l'activité du site sont minimes et il n'y a donc pas lieu de procéder à une évaluation quantitative de l'exposition et à une caractérisation des risques sanitaires.

Les potentiels de dangers des installations sont identifiés et caractérisés sans omettre ceux liés aux modes d'approvisionnement et d'acheminement des matières. Le contenu de l'étude de dangers est proportionné aux risques engendrés par l'installation compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts à protéger.

A noter enfin que l'étude d'évaluation des incidences sur la conservation des sites Natura 2000 « Estuaire de la Loire » et « Grande Brière – Marais de Donges » jointe en annexe est la reprise conforme d'un travail réalisé pour un précédent projet situé à l'opposé de l'actuel au sein de l'emprise Airbus. Elle évoque à la fois des espèces floristiques rares ou protégées et des mesures compensatoires qui ne concernent de fait pas le projet ici étudié.

### **3.3- Justification du projet**

L'étude d'impact justifie le projet au regard des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, notamment en matière de meilleures technologies disponibles, réduction du risque à la source, ressources (énergie, eau, matériaux), santé publique.... Le dossier ne présente cependant pas d'alternative ou de variante qui aurait été écartée au profit du projet tel que finalement retenu.

### **3.4- Résumé non technique**

Le résumé non technique de l'étude d'impact synthétise de façon claire et lisible l'activité projetée et l'évaluation de ses impacts. Il est toutefois dénué de toute cartographie ou plan qui aurait permis d'apprécier visuellement la localisation du projet et sa nature.

### **4 – Prise en compte de l'environnement par le projet**

L'étude d'impact conclut, de manière justifiée, à une absence d'impact notable sur les différentes composantes de l'environnement.

Les scénarii d'accident (incendie, explosion) analysés par l'étude d'impact n'ont pas d'effet à l'extérieur du site et ne sont pas susceptibles d'occasionner des effets « dominos ». Le dossier prévoit les mesures propres à réduire leur probabilité et leurs effets. Les composés organiques volatils utilisés dans le process d'une des installations ne sont pas classés comme toxiques à risque par la réglementation substance, et le projet intègre des mesures de réduction des rejets diffus (dispositif de « barrière de froid » pour recondenser les vapeurs de solvant vers la cuve).

Le projet n'occasionne par ailleurs aucun rejet industriel dans le milieu récepteur et en soulignant l'inutilité, en tant qu'elle porte sur un précédent projet, de l'annexe au dossier de l'étude relative aux incidences Natura 2000 qui peut prêter à confusion, le corps du dossier, s'il est succinct sur cette problématique, permet de conclure à l'absence d'impact au regard de l'ampleur modeste des constructions prévues, du caractère artificialisé du site d'implantation au sein de l'usine et de l'absence de lien fonctionnel avec les milieux naturels sensibles voisins. Le fonctionnement du bioréacteur, ainsi que le dimensionnement du réseau d'eau pluviale mériteraient toutefois d'être précisés, ce qui pourra se faire au cours de l'instruction sans nuire à la capacité du public à se prononcer valablement sur le dossier.

### **5 – Conclusion**

Les informations fournies sont globalement satisfaisantes et proportionnées aux enjeux. Le projet, qui consiste principalement à l'implantation d'un nouveau bâtiment « Comète IV » dans le prolongement de ceux déjà existants pour augmenter la capacité d'installations et process déjà mis en oeuvre dans les autres bâtiments Comète, a correctement pris en compte les enjeux environnementaux.

Le préfet



**Jean DAUBIGNY**